



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 23/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROCAR RECYGOM

LIEU-DIT LES BORDES
ZI des Bordes
63350 Joze

Références : [20241223-RAP-63-1292_Inspection_PROCAR_ZI_Bordes](#)

Code AIOT : 0005601995

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement PROCAR RECYGOM implanté LIEU-DIT LES BORDES ZI des Bordes 63350 Joze. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROCAR RECYGOM
- LIEU-DIT LES BORDES ZI des Bordes 63350 Joze
- Code AIOT : 0005601995
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROCAR RECYGOM est implantée depuis 2009 dans la ZI les Bordes à Joze. Spécialisée dans la collecte de pneumatiques usagés et dans leur tri, elle réalise également le broyage de la plupart d'entre eux pour orienter ensuite les broyats vers les filières de réutilisation ou de

valorisation adaptées.

Le site relève de la directive IED (émissions industrielles) pour le traitement de déchets et du document "BREF WT" des meilleures techniques disponibles dans le domaine.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MTD	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 2.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	MTD	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 1.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Recherche des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Sans objet
5	Suivi environnemental du site	Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site PROCAR RECYGOM est propre et bien agencé, les déchets de pneumatiques sont stockés dans les alvéoles dédiées sans dépassement particulier. Le suivi environnemental est correctement réalisé par l'exploitant qui a instauré un système de management environnemental (SME) en 2019 tel qu'exigé par la directive IED. Suite au départ récent de M. Munoz, il est attendu que le nouveau responsable du site poursuive les efforts accomplis en s'appropriant le système et en le faisant vivre sur la durée.

Un projet d'extension du site sur des terrains jouxtant le site au Nord-Ouest est toujours d'actualité à moyen terme, en fonction de l'évolution des appels d'offre de collecte en lien avec le réseau ALIAPUR (les agréments préfectoraux nécessaires pour la collecte et le traitement des pneumatiques usagés ont été supprimés au 1er janvier 2024 dans le cadre du déploiement de la filière REP (responsabilité élargie du producteur)).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Management environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2023
Prescription contrôlée : <p>Au plus tard le 17 août 2022, l'exploitant met en place un système de management environnemental (SME) comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'engagement de la direction à une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;- des objectifs et cibles environnementaux ;- la planification des investissements financiers environnementaux ;- une fréquence d'audits de contrôle de l'application du SME ;- une révision périodique du SME.
Constats : <p>Le SME est opérationnel, des revues de direction sont organisées régulièrement dont les compte-rendus sont disponibles (la dernière date du 13/02/2024 et détaille le bilan de l'année 2023 aussi bien en termes de production que d'actions environnementales mises en oeuvre). Des audits internes et externes sont effectués chaque année par SGS et ALIAPUR (le dernier audit externe remonte aux 9 et 10 juillet 2024 avec une non-conformité relevée par l'auditeur qui a été soldée en août 2024).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant formalisera les objectifs cibles environnementaux et la planification des investissements environnementaux qui n'ont pu être présentés en séance (déjà demandé en 2022). Il convient de s'approprier le SME en le révisant au besoin périodiquement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : MTD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation rationnelle de l'énergie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites

<ul style="list-style-type: none"> • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Consommations d'énergie (APC 2019)</p> <p>Au plus tard en 2022 et à une fréquence annuelle, l'exploitant tient à jour un registre de suivi de l'efficacité énergétique de ses installations indiquant a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la consommation de combustible par les équipements liés au procédé de broyage ; - la consommation électrique par le broyeur extérieur ; - ainsi que le ratio quantité consommée/tonnage traité.
<p>Constats :</p> <p>Conforme: des compteurs individuels d'eau et d'électricité ont été installés sur chacun des broyeurs extérieurs (dénommés 8/02 et 18/02) et un suivi des consommations mensuelles est assuré depuis mai 2023 par l'intermédiaire d'un tableur, permettant de calculer automatiquement les ratios de consommation par rapport au tonnage broyé dans le mois par chaque broyeur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Nature des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 01/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 19/06/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2791-1</p> <p>Installation de traitement de déchets non dangereux : broyage de pneumatiques usagés et de déchets de caoutchouc de l'industrie manufacturière - deux broyeurs fonctionnant à l'électricité : 120 t/j</p>
<p>Constats :</p> <p>Le travail de nuit n'a été utilisé que de façon très ponctuelle en période de suractivité post-COVID. L'exploitant indique respecter les horaires de travail de jour figurant dans son arrêté préfectoral d'autorisation (7h-22h).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le dernier rapport de mesures de bruit effectué sur le site (cf articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'AP du 15 mai 2009 modifié)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Recherche des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes d'analyses
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement.
Constats : Conforme: L'exploitant a réalisé les 3 campagnes mensuelles successives de recherche de PFAS sur les 2 points de rejet du site de Joze en mars, avril et mai 2024. Les résultats ont été saisis sous GIDAF et montrent l'absence des 28 substances PFAS identifiées dans l'AM du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Suivi environnemental du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2009, article 9.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents aqueux		
Prescription contrôlée :		
<i>Paramètres</i>	<i>Type de prélèvement</i>	<i>Périodicité de la mesure</i>
<i>Eaux domestiques épurées – rejet n° 1</i>		
pH	Echantillon prélevé sur une durée de 24h	Tous les 2 ans
débit		
MES		
DCO		
DBO5		
N global		
P total		
<i>Eaux pluviales – rejet n° 2</i>		
Hydrocarbures totaux	Instantané	Annuelle

Constats :

Conforme: le rejet n° 1 (eaux domestiques) a été contrôlé en octobre 2023 et le rejet n° 2 (eaux pluviales) en mai 2024. Les résultats sont conformes pour tous les paramètres analysés. A noter qu'un dispositif d'épuration biologique des eaux usées basé sur les bactéries a été installé depuis quelques mois par l'exploitant afin de traiter les dépassements antérieurs en DBO5, MES et DCO, dont l'efficacité semble positive.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'analyses des rejets aqueux prévu fin 2024.

Type de suites proposées : Sans suite